

Questions orales

[Traduction]

LA SANTÉ

LA MISE EN GARDE CONTRE LES MOLLUSQUES—ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. En réponse à la question de mon collègue, il a affirmé à la Chambre cet après-midi que la décision d'interdire tous les mollusques, y compris les homards, n'a pas été prise par son ministère. J'ai en main un communiqué de presse où on lit ceci: «Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Jake Epp) et le ministre des Pêches (M. Tom Siddon) ont annoncé aujourd'hui qu'une alerte est en vigueur visant tous les mollusques des provinces de l'Atlantique».

Le ministre sait que son ministère a changé dix fois d'idée, vendredi, au sujet de ce qui était interdit et de ce qui ne l'était pas. Tantôt le homard l'était, tantôt il ne l'était pas. Les moules l'étaient, mais pas les autres mollusques.

Le ministre ne reconnaît-il pas que le public canadien ne peut plus avoir confiance en ses avertissements parce qu'il nous a trompés tant de fois et qu'il devrait adopter la seule attitude responsable et démissionner?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je n'ai trompé personne et je n'ai pas manqué d'avertir la population. Ce n'est qu'un autre exemple de l'imagination active de la députée qui me fait dire des choses très différentes de celles que j'ai dites à la Chambre.

Je dis à la députée que l'alerte a été lancée pour de très bonnes raisons, que j'ai données. Je lui demande: «A son avis, l'alerte était-elle justifiée?»

[Français]

LA CRÉDIBILITÉ DU MINISTRE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le ministère a changé d'idée 10 fois dans une journée. D'abord, les homards étaient inclus, ensuite ils étaient retirés. Comment le ministre peut-il nous dire que la population canadienne devrait avoir confiance en lui quand on sait qu'il a changé sa propre histoire 10 fois dans la journée de vendredi dernier? Comment la population peut-elle avoir confiance dans ce ministre puisqu'il a même trompé la Chambre et trompé la population plusieurs fois?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, c'est inexact. La députée dit aussi que j'ai changé dix fois d'idée. C'est inexact, ça aussi. Je pense qu'il est temps qu'on examine comme elles le méritent ses déclarations, qui se révèlent si souvent inexactes. La seule question qui se posait au cours de la séquence des événements que j'ai donnée concernait les pétoncles et non les autres mollusques. Il est temps qu'elle respecte la vérité.

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il est clair que le ministre a complètement perdu la confiance des Canadiens et notamment du secteur des pêches. Pour commencer, il a tardé à donner l'alerte. Certains ont été hospitalisés, et il y a même eu un décès.

Au cours du week-end, il a encore aggravé la confusion en multipliant les annonces contradictoires, au grand dam de la pêche et de la culture des mollusques dans la région de l'Atlantique, et de l'ensemble de l'industrie de la pêche dans cette région.

Comme chef du gouvernement, le premier ministre ne convient-il pas que la seule façon de rétablir la confiance est de lancer une enquête publique sur toute cette question et, en attendant les conclusions de l'enquête, d'accepter la démission du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je n'ai pas tardé à donner l'alerte. C'est faux. Nous avons discuté de la question la semaine dernière. Il n'y a pas eu de retard.

Deuxièmement, sur le fond du problème, il était très clair que le vendredi, comme je l'ai déjà dit, étant donné l'enquête sur les moules et le complément d'information qui nous est parvenu le vendredi, l'alerte a été donnée. Comme je l'ai dit à la députée et à bien d'autres, le seul point difficile est celui des pétoncles.

Mme Mitchell: Je puis vous dire que les téléspectateurs qui ont vu le ministre la semaine dernière ont eu une impression bien différente de celle qu'il essaie de donner maintenant. Lorsque la santé est en jeu, c'est long, attendre cinq jours.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE D'INVITER LE MINISTRE À DÉMISSIONNER

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre et non pas au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Fera-t-il ce que l'honneur exige d'une personne qui se présente comme le chef d'un gouvernement, c'est-à-dire exiger une enquête complète et demander au ministre de démissionner en attendant les résultats de l'enquête?

● (1440)

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée est de nouveau dans l'erreur. Je l'ai dit la semaine dernière et je le répète cette semaine sans changer un iota, lorsque j'ai été informé, et j'ai la note sous les yeux, c'était le lundi 30, et on a fait un travail supplémentaire. L'information m'a été communiquée le 1^{er} décembre, et c'est alors qu'on a donné l'alerte. Je ne dis rien d'autre. C'est ce que j'ai dit la semaine dernière, et je répète la même chose cette semaine. Si la députée veut scruter la réputation des autres, je l'invite à tenir compte aussi de ce qui se dit à la Chambre.